



© Alain Bouchu

Nos gouvernants deviennent vraiment fous !

1er novembre 2004 - 1er novembre 2014 : triste anniversaire

10 ans d'extinction programmée de la moitié de l'aire de présence de l'ours en France suite à la mort de Cannelle, dernière femelle du noyau occidental des Pyrénées,
10 ans de tirs de prélèvement de loups en France,
10 ans d'inaction pour sauver le lynx qui crève dans les Vosges,
10 ans d'exactions par les opposants aux grands prédateurs en toute impunité,
Presque 10 ans de lâcheté gouvernementale.

« Presque » car cinq ours furent tout de même lâchés en 2006 pour renforcer le noyau ursin des Pyrénées centrales. Depuis 2007, il n'y a plus aucune volonté gouvernementale pour honorer nos obligations légales en faveur des grands prédateurs ; depuis 2012, cette orientation vers l'inaction, voire la destruction, s'accélère.

Les associations de protection de la nature font front et limitent les agressions contre les grands prédateurs et plus largement contre la biodiversité. Face à nous, les lobbies agricoles sont de plus en plus écoutés, favorisés et encouragés par nos gouvernants pour une descente en enfer plus rapide. Pourquoi ? Fort probablement par incapacité d'avoir une vision à moyen et long terme et surtout par volonté de raisonner constamment à court terme pour des raisons d'intérêts personnels (électoraux et financiers).

En 2014, un bâtiment industriel aux 1000 vaches enfermées voit le jour en France ; une nouvelle horreur agricole permise par le gouvernement alors que les recours juridiques associatifs ne sont pas encore jugés. Une nouvelle exploitation à outrance de l'animal pour un maximum de marges bénéficiaires...

En 2014, les bouquetins du Bargy sont sur le point d'être éradiqués à la demande du monde agricole et contre l'avis négatif de l'ANSES, organe officiel de santé sanitaire, qui juge cette éradication disproportionnée et inutile...

En 2014, Le nouveau président de la Communauté Européenne demande au Commissaire Européen dédié à l'environnement d'étudier les possibilités de révision des Directives dites « Habitats » et « Oiseaux », nos derniers garde-fous contre les demandes destructrices, répétitives et irraisonnées des lobbies agricoles...

En 2014, la ministre de l'Écologie, garante de la survie des espèces protégées en France, annonce par voie de presse que sa priorité va au pastoralisme. Tout est dit.

Plus que jamais, les associations de protection de la nature et des animaux ont besoin de soutiens.

Nous devons tous nous mobiliser pour les renforcer économiquement, humainement et politiquement.

Meilleurs vœux et bon combat 2015 pour nos grands prédateurs !

Sabine Matraire, vice-présidente de FERUS (octobre 2014).